

Les nouvelles élections en Grèce

Suite à la démission d’Alexis Tsipras au poste de Premier ministre, avec l’argument que le mandat pour lequel il a été élu en janvier dernier – de « négocier avec l’Union européenne » – a été accompli, de nouvelles élections générales auront lieu le 20 septembre en Grèce.

Avec le dernier accord signé avec l’UE, le gouvernement de Tsipras et de Syriza a trahi le peuple grec : il a trahi la lutte permanente de ces dernières années contre « l’austérité » ; les aspirations de changements profonds, exprimées lors des élections de janvier dernier (qui ont conduit Syriza au gouvernement) ; et, fondamentalement, le triomphe gigantesque du NON dans le référendum de juillet.

Syriza effectue maintenant une manœuvre typique de la politique bourgeoise : il convoque à des élections avant que le brutal plan d’ajustement doit être appliqué conformément à l’accord signé, cherchant ainsi à gagner le soutien électoral pour un nouveau gouvernement à un moment où sa popularité reste élevée. En cas de nouvelle victoire électorale, Syriza dira qu’elle a maintenant « un mandat pour mettre en œuvre le plan » ; elle démoralisera ainsi les masses, en maintenant la situation sur le terrain électoral parlementaire, et non sur celui de la lutte dans la rue contre « l’austérité ».

Les calculs de Tsipras prennent déjà en compte la rupture de l’aile gauche de Syriza (qui a formé un nouveau parti, l’Unité Populaire) et la possibilité, faute d’obtenir seul la majorité, d’un gouvernement soutenu par l’opposition de droite (comme la Nouvelle Démocratie et d’autres organisations), répétant ainsi le soutien parlementaire de ces forces au dernier accord avec l’UE. Dans ce cas, le nouveau gouvernement ne devrait pas être défini comme de « front populaire » ; il aurait des caractéristiques d’un gouvernement « d’unité nationale ».

Toutefois, pour le moment, le résultat des élections n’est pas défini. Les sondages montrent une baisse de l’intention de vote pour Syriza (par rapport aux élections de janvier dernier) et une réelle croissance de Nouvelle Démocratie et de To Potami (un autre parti bourgeois). Autrement dit, on s’attend à une victoire partielle pour Syriza, mais une victoire de la droite et un nouveau gouvernement, exclusivement avec ces partis, ne sont pas exclus.

L’Unité Populaire

Dans ce contexte apparaît un nouveau parti, l’Unité Populaire, résultat d’une rupture de Syriza par la gauche. Cette organisation a suscité des attentes dans une partie de l’avant-garde et la gauche à l’échelle mondiale. Il est donc important de définir de quel type d’organisation il s’agit et quelles sont ses positions et sa dynamique.

Si l’on considère son soutien et sa participation antérieurs dans le gouvernement de Tsipras, sa rupture est un pas progressiste. Mais il s’agit d’une rupture forcée par les circonstances du brutal virage à droite de Syriza, dont le centre est l’activité électorale parlementaire, et non la promotion de la lutte des masses. C’est ce que dit l’un de ses principaux dirigeants, Stathis Kouvelakis : le retour à « Syriza des origines ».

En d’autres termes, ce sont toujours des « Européistes de gauche ». Ils reprennent la proposition de rompre avec les plans d’austérité (tels que le dernier accord signé avec l’UE) et ils proposent la rupture de la Grèce avec l’euro et le retour à la monnaie propre du pays. Mais ils ne promeuvent pas la rupture avec l’Union européenne, cette « machine de

guerre contre les travailleurs et les peuples ». Dans ce contexte, ils préconisent des liens plus étroits avec la Russie, la Chine et les « gouvernements progressistes du Sud » (peut-être le Venezuela, la Bolivie, le Brésil, l’Argentine, etc.) C’est-à-dire que tout se passe dans le cadre du capitalisme et des « alternatives possibles » (qui ont déjà montré qu’elles n’offrent aucune solution réelle et ne font qu’apparaître leur profonde crise).

La rupture de Syriza s’est manifestée aussi dans une division au sein du bloc des organisations qui se trouvaient dans le Parti de la Gauche Européenne (PGE) : le NPA français et un secteur minoritaire de Podemos ont suivi l’Unité Populaire dans ses positions.

Dans les prochaines élections, nous appelons à voter pour les alternatives qui se situent à la gauche de l’Unité Populaire, comme Antarsya ou OKDE-EP. Mais ces élections ne sont finalement qu’un « point de passage » dans la situation grecque.

Toute l’activité développée lors de ces élections devrait être au service des luttes qui s’opposent, dans les lieux de travail et dans la rue, au plan d’ajustement du nouveau gouvernement Tsipras-Syriza (ou de celui de la droite traditionnelle si elle gagne les élections). Il faut l’unité d’action la plus large des syndicats et des organisations politiques qui s’opposent à l’ajustement et qui doivent utiliser les élections à cette fin. Seule la lutte peut ouvrir une véritable issue pour le pays.

Pour le développement de cette lutte et le début d’une solution fondamentale à la « tragédie grecque », nous proposons un programme qui comprend les points suivants :

- Non à l’accord signé par Tsipras et au plan d’austérité du prochain gouvernement.
- Suspension immédiate du paiement de la dette extérieure. Rupture avec l’euro et l’Union européenne.
- Expropriation sans paiement et nationalisation des banques et des grandes entreprises pour les faire fonctionner sous le contrôle des travailleurs.
- Pour un plan économique d’urgence au service de la satisfaction des besoins urgents des masses.
- Pour un gouvernement des travailleurs et du peuple.
- Pour la construction d’une alternative de direction révolutionnaire : un parti ouvrier, socialiste et internationaliste.

Dans le même temps, nous sommes convaincus que la véritable alternative des travailleurs et du peuple appauvris passe par la construction d’un pôle ouvrier et révolutionnaire qui appelle les travailleurs de toute l’Europe à faire face, avec leur lutte et leur mobilisation, à l’impérialisme et aux gouvernements capitalistes, jusqu’à l’obtention d’une fédération libre des Républiques socialistes d’Europe.

Secrétariat de la LIT-QI
9 septembre 2015



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com
www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne pas jeter sur la voie publique. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l’Elan, 73 - 1170 Bxl